



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New Letter Europe N° 90 du 31 Octobre 2026

Antonio COSTA doit trouver un accord sur le budget 2028-2034

Le Président du Conseil européen Antonio COSTA doit relancer les négociations sur le budget 2028 -2034 de l'UE, paralysées par l'affrontement entre partisans des coupes et défenseurs des politiques communes. Il est conscient de la difficulté d'un budget solide pour financer compétitivité, défense, agriculture et cohésion. La Présidente du Parlement européen Roberta METSOLA rappelle qu'une majorité de 361 voix sera difficile à obtenir sans nouvelles ressources propres. Ainsi la Président A. COSTA doit naviguer dans un champ de mines politique où les « frugaux » – Allemagne en tête – rejettent toute taxe européenne et contestent sa neutralité.

Le débat explosif sur les ressources propres

La France, contributrice nette et en difficulté budgétaire, refuse d'augmenter les contributions nationales et pousse pour des ressources propres, notamment via la taxation du numérique, des crypto-monnaies ou le mécanisme carbone aux frontières. Mais plusieurs États s'y opposent : l'Irlande protège les géants technologiques, la Belgique craint pour le port d'Anvers, et certains redoutent des réactions américaines. L'Allemagne refuse tout prélèvement sur les grandes entreprises et reste inflexible, réclamant davantage de coupes, ce que la France juge contraire aux ambitions européennes en matière d'innovation.

Une course contre la montre politique

Les prochaines étapes – sommet informel à Dublin mi-novembre, puis sommet spécial fin novembre – doivent rapprocher Paris et Berlin, condition indispensable à un accord. Mais les négociateurs restent pessimistes. La France entre en campagne présidentielle, et Marine Le Pen souhaite bloquer tout accord avant 2027, ce qui ferait courir un risque majeur à l'UE. Le Président A. Costa insiste : un accord en décembre est impératif pour permettre l'entrée en vigueur du budget au 1er janvier 2028. Macron prévoit des crises, mais espère limiter le drame. Le Premier ministre Belge Mr Bart De Wever avertit "***quelques ressources propres seront possibles, mais elles ne suffiront pas à sauver le budget***".

Source : *La Matinale européenne du 19 octobre 2026*



La Banque Européenne d'investissement (BEI) et le climat !

Face à l'accélération des impacts climatiques en Europe, le groupe BEI présente la deuxième phase de son Plan d'adaptation climatique pour 2026 - 2030 : Faire de l'adaptation un pilier stratégique de la sécurité et de la compétitivité européennes, en cohérence avec les engagements internationaux, notamment ceux de la COP30. Chaque euro investi dans la prévention évite dix euros de reconstruction. Le Groupe BEI prévoit ainsi de consacrer au moins **30 milliards d'euros** à l'adaptation, soit le double de la période précédente.

Trois axes : infrastructures, inclusion et outils numériques

- **Le premier** vise à transformer la prise de conscience des risques climatiques en investissements concrets : systèmes d'alerte, infrastructures anti-inondation, restauration d'écosystèmes, résilience des réseaux critiques (eau, énergie, transport, numérique).
- **Le second axe** cible les communautés et secteurs les plus exposés : régions du sud de l'Europe, zones côtières, PME, agriculteurs.
- **Le troisième axe** consiste à faire de la résilience climatique un standard opérationnel. Le groupe BEI développera des outils numériques en accès libre, pour faciliter l'accès aux données climatiques et au financement, notamment pour les PME.

Mise en œuvre concrète et ancrage européen

Le plan se traduit déjà par des projets sur le terrain : renforcement des réseaux de transport en Pologne et en Espagne, rénovation d'écoles à Barcelone pour résister aux vagues de chaleur, reconstruction résiliente à Ischia. La France, premier bénéficiaire des financements BEI en 2025, illustre cette dynamique avec des projets structurants : interconnexion électrique France/Espagne (1,6 Md€), modernisation du réseau Enedis (500 M€), rénovation énergétique et matériel ferroviaire régional.

En conclusion, le Groupe BEI entend faire de la **résilience climatique un réflexe d'investissement** pour une Europe mieux préparée et plus prospère face aux défis du climat.

Source : *Tout l'Europe* du 22 octobre 2026



FRONTEX (agence européenne de garde frontières) et les migrants !

Renforcement du mandat de Frontex

La Commission européenne propose une réforme majeure de Frontex, marquant une nouvelle étape dans le **durcissement de la politique migratoire de l'UE**. L'agence, créée en 2004 verrait ses pouvoirs considérablement étendus. Le texte prévoit d'augmenter ses effectifs, de créer une force de réaction rapide et d'élargir ses compétences en matière d'expulsions. Frontex pourrait désormais intervenir plus directement dans les retours de migrants en situation irrégulière. Cette montée en puissance s'inscrit dans un contexte où les franchissements irréguliers ont diminué, mais où la Commission estime que de nouveaux défis exigent des capacités renforcées.

Externalisation des expulsions et nouveaux outils

Frontex pourrait organiser des retours depuis des pays tiers vers les pays d'origine des migrants, avant même qu'ils ne tentent de rejoindre l'Europe. Cette logique s'appuie sur la création de « **hubs de retour** » hors UE, dont le premier est en négociation pour être installé au Rwanda en 2027. Parallèlement, la Commission propose de numériser l'ensemble des procédures de retour et de réadmission afin de simplifier et harmoniser les pratiques. L'agence devrait également surveiller les contenus publics en ligne susceptibles de menacer la sécurité des frontières et recevoir des alertes rapides via Eurosur.

Réactions politiques et enjeux

La réforme s'inscrit dans la continuité du **Pacte migration-asile** et du règlement Retour, confirmant **une orientation plus répressive de la politique migratoire européenne**. La Commission défend une réponse adaptée aux « nouveaux défis », tandis que la gauche européenne dénonce une dérive déshumanisante et un mimétisme des discours d'extrême droite. Le texte doit encore être validé par le Parlement et les États membres, dans un climat politique tendu autour des questions migratoires.

Source : *Tout l'Europe* du 27 octobre 2026



Frontex, the European Border and Coast Guard Agency